

ARCEP
Philippe Distler
Directeur Général
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Levallois-Perret, le 18 septembre 2012

Monsieur le Directeur Général,

Je fais suite à la consultation publique menée par l'Arcep du 1^{er} août au 19 septembre 2012 concernant le modèle de coût calibré de la terminaison d'appel SMS d'un opérateur mobile nouvel entrant.

L'outil de modélisation des coûts mis en consultation sera utilisé par l'Arcep dans le cadre de l'analyse des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel SMS de Free Mobile, Lycamobile, Omea Telecom et NRJ Mobile. Cet outil permettra à l'Arcep, conformément à l'article D.311 du CPCE, de veiller « *à ce que les méthodes retenues promeuvent l'efficacité économique, favorisent une concurrence durable et optimisent les avantages pour le consommateur* ».

Cet outil a donc pour objet de définir le modèle de coût de l'opérateur nouvel entrant efficace qui servira de mètre étalon, dans la prochaine analyse de marché, pour définir le cas échéant, l'obligation tarifaire et plus particulièrement le plafond tarifaire qui pourrait s'imposer aux nouveaux entrants et ce sans distinction entre eux.

Ainsi, comme pour la régulation de la terminaison d'appel vocal, le modèle servira de base à l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel SMS des nouveaux entrants mobiles.

Dans sa décision n°2012-0997, l'Arcep a écarté l'application de l'article 9 de la Recommandation au motif que le critère de répartition inégale des fréquences n'est pas satisfait. Comme le rappelle l'Arcep dans cette décision, « *dans un marché ouvert et libre,*



l'optimum d'efficacité atteignable n'a pas de raison de différer d'un opérateur à un autre ». Dans la mesure où l'accès au marché peut être conditionné par la quantité de spectre dont dispose l'opérateur régulé, cet élément objectif aurait pu justifier de s'écarter de l'optimum d'efficacité dans la mesure où l'accès aux fréquences n'est pas libre. Néanmoins, l'Arcep constatait qu'il n'y avait pas de répartition inégale des fréquences de nature à justifier l'établissement d'un encadrement tarifaire asymétrique pour Free Mobile. Concernant les full-MVNO, l'Arcep indiquait, dans cette même décision, que *« le lancement d'un opérateur reposant sur une architecture full-MVNO peut être considéré comme un choix stratégique de ces acteurs, étant donné que l'attribution des autorisations d'utilisation de fréquences 3G ont fait l'objet de cinq appels à candidatures en 2000, 2001, 2007, 2009 et 2010 auxquels ces deux acteurs ne se sont pas portés candidats. Les éventuelles différences de structure de coûts liées à l'absence de spectre n'échappent donc pas au contrôle des opérateurs concernés et ce critère ne peut justifier l'établissement d'un encadrement tarifaire asymétrique ».*

L'Arcep a en revanche appliqué l'article 10 de la recommandation au profit de l'ensemble des nouveaux entrants au motif qu'ils supportent des coûts plus élevés. L'Arcep a démontré que ces coûts plus élevés étaient exclusivement liés à la prestation d'itinérance dont ils bénéficient. Pour les autres coûts, l'Arcep a expliqué qu'un nouvel entrant supporte les mêmes coûts incrémentaux qu'un opérateur efficace lors de la terminaison de l'appel sur son propre réseau.

Pour toutes ces raisons, l'Arcep a traité l'ensemble des nouveaux entrants de la même manière. Aucun élément nouveau ne permet de remettre en cause cette analyse.

Omea Telecom approuve le choix de l'Arcep consistant à réguler les nouveaux entrants mobiles de la même manière et sans distinction entre eux en faisant référence à un opérateur efficace nouvel entrant et ce conformément aux dispositions de l'article D.311 du CPCE.

Je souhaitais également attirer votre attention concernant les chiffres indiqués à la ligne 759 de l'onglet « *inputs* » de la feuille 1 « *traffic* » (i.e. « *outgoing messages per average handset subscriber* » concernant le « *generic operator* »).

Le trafic moyen SMS pour l'opérateur générique 2G/3G indiqué dans le modèle est par exemple de 140 SMS en 2013 alors que le trafic moyen SMS pour l'opérateur 3G nouvel entrant est de 300 SMS en 2012 et 345 SMS en 2013.

Or, l'observatoire des marchés de communications électroniques en France – services mobiles (2^{ème} trimestre 2012) - publié par l'Arcep fait état d'un trafic moyen SMS de 223,9 SMS au 2^{ème} trimestre 2012. Compte tenu de la croissance constante du trafic moyen SMS, ce chiffre sera encore bien plus élevé pour l'année 2013.

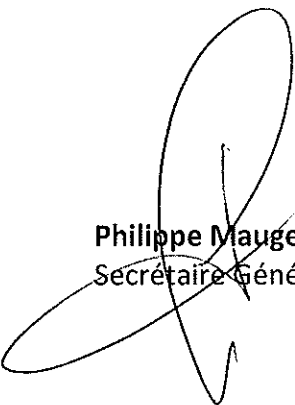
En conséquence, il me semble nécessaire de modifier les paramètres du modèle concernant le trafic moyen SMS pour l'opérateur générique 2G/3G. Par exemple, pour l'année 2013, le trafic moyen SMS devrait être pour cet opérateur de l'ordre de 270 SMS (sur la base d'une croissance de 15% par rapport aux informations de l'observatoire des marchés pour l'année 2012). Cette

même hypothèse devrait être également prise en compte pour l'opérateur nouvel entrant efficace.

Cette modification a pour effet de diminuer sensiblement le coût de la prestation de terminaison d'appel SMS réalisée par un opérateur générique 2G/3G et par la même occasion d'augmenter la marge réalisée par ce dernier sur cette prestation.

Dans la mesure où l'opérateur nouvel entrant doit réaliser une marge identique à celle réalisée par l'opérateur générique efficace 2G/3G, le prix de la terminaison d'appel de l'opérateur nouvel entrant en sera mécaniquement augmenté, durant la période où une asymétrie tarifaire est admise.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations respectueuses.



Philippe Maugest
Secrétaire Général